



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti ouvrier
révolutionnaire, la construction
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Supplément **FINANCES** à CPS n°70 –

8 octobre 2018

**Dirigeants des syndicats nationaux de la DGFIP,
votre responsabilité est directement engagée :**

Exigez le retrait du plan social programmé à la DGFIP !

Aucun dialogue social dans ce cadre !

Formez un front commun pour en obtenir le retrait !

Car un fait domine toute la situation à la DGFIP : le plan de restructurations massives, dans un premier temps à l'échelle de sept départements, plan qui a été révélé par la CGT dans son tract le 10 août, n'est rien d'autre que l'application de CAP 2022 à la DGFIP.

Il n'est qu'à voir la coïncidence des calendriers : les préfets de régions doivent maintenant faire remonter leurs propositions de restructurations concernant les administrations sur lesquelles ils exercent une autorité directe. Il en est de même pour les propositions que doivent faire les ministres pour les administrations centrales qu'ils ont sous leur coupe. Et c'est également maintenant que la DGFIP doit faire remonter au ministre ses propositions concernant les départements de préfiguration.

Le gouvernement s'appuie sur les défaites infligées aux cheminots et à la jeunesse ce printemps pour passer à la suite de programme de liquidation de tous les acquis arrachés par la classe ouvrière après la deuxième guerre mondiale

l'application de CAP 2022 en liaison avec le Budget 2019 et ses suppressions massives d'emplois (encore 2130 à la DGFIP), la préparation d'un projet de loi Fonction publique pour laminer les garanties statutaires au cours du premier semestre 2019, la concertation pour faire passer le régime de retraites par points en lieu et place des droits à retraite, l'organisation d'une négociation encadrée par le gouvernement pour remettre en cause les maigres droits des chômeurs, l'adoption d'un plan de restructuration massif contre l'hôpital public intitulé faussement « plan santé » et l'offensive du gouvernement pour détruire la Sécurité sociale de 1945 et mettre la main sur son budget.

Ces défaites, à commencer par celle des cheminots, corporation qui constituait le fer de lance des travailleurs en France, sont le produit de la trahison des dirigeants syndicaux qui de bout en bout ont accompagné le passage du plan du gouvernement « *pour un nouveau pacte ferroviaire* », d'abord en refusant dans leur plateforme unitaire de mettre en avant la revendication de défense du statut qui était la première revendication des cheminots, puis en présentant comme une victoire l'ouverture, à la demande du gouvernement, de la négociation sur la convention collective et l'accord d'entreprise alors qu'elle signifie la fin du statut.

Il ne faudrait pas qu'à la DGFIP aussi les directions syndicales accompagnent le plan du gouvernement !

Le fait que seulement 7 départements soient concernés dans un premier temps ne peut tromper aucun agent de la DGFIP : il y a bien longtemps que tous ont fait l'expérience de cette méthode consistant à procéder par étape pour empêcher une réaction de l'ensemble des départements. De plus, la façon dont cela se passe pour la préfiguration de la remise en cause des garanties d'affectation nationale à la DGFIP est éclairante : on « préfigure » dans une dizaine de départements en 2019, et dès 2020 on généralise.

En réalité, ce sont bien tous les départements et tous les agents de la DGFIP qui sont concernés par le plan explosif révélé par la CGT qui prévoit :

- **la suppression de la moitié des communes d'implantation,**
- **la suppression de l'ordre des 3/4 de tous les services de base, y compris les PCRPs mis en place il y a quelques années !**
- **la suppression des deux tiers des trésoreries.**

Même les agents des métropoles sont impactés par des délocalisations massives, du fait de la volonté de vendre un maximum d'immeubles urbains et d'opérer des redéploiements vers les « maisons de service au public ».

À l'évidence, la mise en œuvre d'un tel plan de dévastation nécessite de passer au stade supérieur en ce qui concerne la mobilité forcée.

C'est précisément pourquoi le gouvernement soumet aujourd'hui aux groupes de travail Fonction publique, dans lesquels les dirigeants syndicaux s'obstinent à siéger bien qu'ils ne cessent de dire que tout est décidé d'avance, son projet de mobilité forcée organisée au niveau des « bassins d'emplois » dans des bourses de l'emploi en dehors de tout cadre statutaire (les CAP se voyant retirer toute compétence en matière de contrôle des mouvements).

Le fait que la Direction générale n'ait pas apporté de démenti aux révélations de la CGT vaut confirmation. Ce qui attend les agents de la DGFIP est donc parfaitement clair.

Cela soulève la responsabilité totale et immédiate des directions des syndicats nationaux

Car personne ne l'ignore, une fois la préfiguration lancée dans les 7 départements choisis, il sera beaucoup plus difficile de faire faire machine arrière. À l'évidence, les mois qui viennent sont déterminants.

Or une réunion inter syndicale nationale s'est tenue le 24 septembre entre les principaux syndicats nationaux, ceux qui comptent.

Elle a traité de différents sujets. Mais pas un mot dans les compte-rendus qui en ont été faits sur la préfiguration de CAP 2022 à la DGFIP. Pas un mot ! La direction de la CGT a même réussi l'exploit de faire le black-out sur ce qu'elle a elle-même révélé.

Dans ses tracts, la direction de la CGT « exige la transparence sur tous les chantiers ». Mais, les révélations faites par la CGT ne montrent-elles pas que c'est à l'application du plan de dévastation prévu par CAP 2022 pour la DGFIP que les agents sont confrontés? Le fait que la DG n'ait pas démenti n'est-il pas tout aussi clair ? Et puis, exiger la transparence n'est-ce pas se positionner en demandeur de l'ouverture d'une concertation dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan ?

Quant aux autres directions nationales, Solidaires et FO, elles font comme si elles n'avaient rien entendu et rien vu. Encore une fois, pas un mot sur leurs sites Internet !

Cela est inadmissible et insupportable. Il est insupportable de laisser la DG et le ministère avancer dans la préparation de leur plan de destruction. Le temps joue contre les agents de la DGFIP. C'est maintenant et tout de suite qu'il faut agir !

Il faut que les directions nationales des syndicats se rencontrent dans les délais les plus rapides parce qu'il y va de l'intérêt vital de tous les agents de la DGFIP. C'est leur devoir !

C'est leur devoir de s'adresser ensemble à la DGFIP et au Ministre pour exiger non pas la transparence, parce que sur l'essentiel c'est parfaitement clair, mais le retrait immédiat du projet de préfiguration.

C'est leur devoir de proclamer qu'elles refusent toute concertation dans ce cadre et à ce propos, car leur rôle n'est pas de prendre en charge la mise en œuvre du plan de sabotage des intérêts des agents.

C'est leur devoir de ne pas en rester là et de réunir dans toute la France les agents en assemblées générales pour porter à leur connaissance les faits et organiser la mobilisation nationale indispensable pour faire reculer Darmanin et le gouvernement, pour leur infliger une défaite.

Voilà ce que toute la situation commande de faire aux dirigeants de Solidaires, de la CGT et de FO.

Mais ils ne le font pas. C'est pourquoi il faut les interpeller, il faut que les agents fassent pression pour les contraindre à le faire. Multipliez les interpellations ! Multipliez les adresses aux directions nationales des syndicats ! Les syndicats nationaux de la DGFIP ont été construits pour défendre les intérêts des agents de la DGFIP : il faut qu'en ce moment décisif ils remplissent le rôle pour lequel ils ont été construits.

C'est maintenant que cela se joue !

La guerre que mène le gouvernement Macron-Philippe contre les travailleurs et la jeunesse, il la mène au nom d'un régime en crise profonde, le capitalisme, qui exige aujourd'hui la remise en cause des conquêtes ouvrières arrachées par des décennies de combat du prolétariat, qui entraîne des dégâts toujours plus grands infligés à notre planète, qui provoque les guerres impérialistes, un sort abject réservé aux migrants, une barbarie grandissante...

C'est pourquoi aujourd'hui il n'y a pas tâche plus importante que de combattre pour faire barrage à cette déferlante réactionnaire, pour défaire Macron et son gouvernement, et jeter les bases d'un gouvernement ouvrier, d'une autre société : le socialisme, où les moyens de production seront socialisés et où les richesses produites par l'humanité seront destinées à la satisfaction des besoins sociaux, où la destruction de la planète sera stoppée.

Les vieux partis issus du mouvement ouvrier PS et PC, partis qui portent la lourde responsabilité d'avoir ouvert la voie à un Macron par leur politique de soumission aux intérêts capitalistes, de même que les dirigeants syndicaux qui refusent pour les mêmes raisons toute perspective d'affrontement avec le gouvernement, font obstacle à l'organisation de ce combat.

Pour balayer ces obstacles, imposer la rupture de la collaboration avec ce gouvernement, l'organisation de l'affrontement, et mener le combat pour ouvrir la perspective d'un gouvernement ouvrier, vers le socialisme, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, une internationale ouvrière révolutionnaire. C'est ce pour quoi militent les militants du groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, pour la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire. Prenez contact ! Rejoignez-nous !